UNE VISION POPULISTE DE LA DÉMOCRATIE

GÉRARD BOISMENU

G. Boismenu,
« Une vision populiste de la démocratie »,
J.-M. Potte (dir.), *ADQ. À droite toute : le programme de l'ADQ expliqué*,
Montréal, Hurtubise HMH, p. 227-244.

UNE VISION POPULISTE DE LA DÉMOCRATIE

Un programme électoral se révèle au moins autant par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas. Le non-dit prend tout son sens, non seulement par ses silences, mais aussi par les options retenues dans leur contexte sociopolitique des sociétés d'ici et d'ailleurs. Aucune société ne vit en vase clos et il serait artificiel de penser que les options présentées au Québec n'ont aucun lien avec les courants de pensée qui traversent les sociétés comparables. L'isolationnisme dans l'analyse du Québec est un vieil atavisme, heureusement révolu car extraordinairement pénalisant lorsqu'on veut saisir la portée des choix de société proposés.

Il est essentiel de mettre en perspective les propositions de l'Action démocratique du Québec (ADQ) en les mettant en parallèle avec ce que proposent d'autres mouvements comparables. Il ressort assez clairement que le programme de l'ADQ, sur les institutions politiques et étatiques en particulier, présente de grandes similitudes avec le programme de l'Alliance canadienne tout autant qu'avec les mouvements politiques populistes de droite en Europe. On peut dire, sans forcer le trait, que les choix de l'ADQ s'encastrent très bien dans ces modèles frères.

La résurgence des mouvements et partis fortement marqués à droite en Europe et en Amérique du Nord a donné une nouvelle figure au populisme. Dans ce contexte sociopolitique, le populisme se caractérise par une série de composantes, comme : le rejet radical du système socioculturel et sociopolitique établi ; un parti pris prononcé pour l'accomplissement individuel, pour la place du libre marché et pour les restrictions majeures au rôle de l'État ; le rejet de l'égalité sociale et

individuelle ; l'opposition à l'intégration des groupes marginalisés et à l'extension des droits démocratiques à ces groupes, voire la promotion de la xénophobie, si ce n'est du racisme ; une instrumentation populiste des sentiments populaires diffus d'anxiété, de ressentiment, de désenchantement ; et l'appel au prétendu sens commun supérieur du monde « ordinaire » contre le consensus politique et culturel dominant. Ces caractéristiques, reprises de Hans Georg Betz², n'ont pas à être réunies également et à la même intensité pour que l'on puisse qualifier un mouvement ou un parti de populiste. L'examen du programme de l'ADQ montre que ce parti loge très clairement sous le chapiteau du populisme pour son inspiration essentielle, tout en accumulant des pièces fragmentaires qui semblent relever davantage du racolage idéologique que d'une pensée politique mûrie.

LE MALAISE DÉMOCRATIQUE : ÉLARGISSEMENT DE LA CIBLE

Pour l'ADQ (je reprends ici l'argumentation proposée dans le programme du parti), la confiance a une importance capitale pour le développement de la société québécoise. On doit chercher à intégrer tous les Québécois au sein de la société afin de faire renaître cette confiance. Or, la « *perte de confiance* » en l'État pour ce qui est de sa capacité de représenter les citoyens, de défendre leurs intérêts et d'être le catalyseur du changement est au plus fort. Pour cela, on propose le renforcement de l'intégration et de l'appartenance de la société québécoise en provoquant des changements dans les lois fondamentales du cadre politique. Le point de départ de l'Alliance canadienne est aussi celui du renouvellement démocratique des institutions et la responsabilisation des gouvernements.

Ce thème du malaise démocratique est fortement présent dans les partis populistes en Europe (pensons au Front national en France, à la Volkspartij des Belges flamands, aux libéraux autrichiens de Jörg Haider ou au Parti du progrès norvégien de Lange) et il constitue le socle sur lequel s'élève leur reconstruction des formes de la politique et des institutions. Leurs critiques, qui s'alimentent du constat de l'épuisement du discours et des formes politiques, et de leur perte de légitimité et crédibilité auprès de la population, conduisent à la pro-

position d'un idéal démocratique largement guidé par la participation directe, comme antidote à la démocratie représentative.

Le malaise démocratique au Québec, ainsi qu'au Canada ou en Europe, se repère par des signes tels le mécontentement à l'égard des partis politiques, des politiques suivies, etc.³ Notamment au Canada, les sondages témoignent du scepticisme de la population à l'égard des institutions politiques majeures, comme les partis politiques, ou du personnel politique. Par exemple, 70 % des Québécois se rallient à l'idée que les gouvernements ne tiennent pas bien compte de ce que pense la population (64 % pour les Canadiens hors Québec) ; de plus, une forte majorité des Québécois pensent que les partis politiques ne font pas un bon travail dans la présentation de choix clairs des principaux enjeux (66 %), dans la recherche de solutions pour les problèmes importants (65 %) et dans l'expression des préoccupations de la population ordinaire (74,5 %). Une bonne moitié des Québécois disent faire confiance au gouvernement provincial, ce qui est supérieur à l'ensemble du Canada. Mais, pour l'essentiel, les pourcentages sont semblables au Canada et appuient également le radicalisme de droite qui s'exprime dans l'Alliance canadienne et, antérieurement, dans le Reform Party⁴. Du côté québécois, cette désaffection à l'égard de la vie politique ne met pas en cause les valeurs démocratiques prégnantes au sein de la population.

Il reste que le ressentiment à l'égard de la manière dont s'exprime la vie politique constitue le terreau sur lequel prend racine la perspective adéquate de transformation des institutions politiques centrales, ce qui lui donne une audience, une écoute bienveillante, voire une assise électorale. La perte de légitimité des formes dans lesquelles s'exprime la politique n'est pas une vue de l'esprit : elle se confirme dans toutes les enquêtes d'opinion au Québec et ailleurs. Elle impose une prise en considération de cet enjeu par tous les acteurs politiques. Ce qui importe ici, ce sont surtout le genre de réponse qu'apporte l'ADQ à cette problématique et l'exploitation de cet enjeu comme composante essentielle à la démarche populiste, soit l'exacerbation du sentiment d'aliénation du « peuple, collectivité d'individus » à l'égard des institutions sociopolitiques et économiques qui organisent la société.

LE POLITIQUE RÉDUCTIBLE À L'INDIVIDU

Se revendiquant d'un engagement démocratique inébranlable, l'ADQ postule qu'il y a eu un détournement des institutions, elle s'interroge sur la légitimité des élus et des décisions politiques et elle conteste les principes de la démocratie représentative. De là, la présentation mythique de principes d'une démocratie directe. Tout se passe comme si la démocratie représentative — par laquelle les citoyens élisent des députés liés à des partis politiques qui seront appelés à constituer une majorité parlementaire soutenant un gouvernement ou une voix de l'opposition parlementaire — était source de distorsion. Et cette distorsion serait amplifiée par l'organisation de l'État, dont la division, entre le gouvernement, l'Assemblée législative et l'administration publique, ne peut que repousser l'emprise directe du citoyen sur la décision politique. Pour contrer cet échec, il faudrait revenir à certains principes jugés fondamentaux de la démocratie comme expression de la souveraineté populaire.

S'empilent une série d'affirmations généreuses cherchant à établir que les institutions politiques sont réductibles à l'individu, voire à une collection d'individus, et qu'elles doivent lui être subordonnées. Ainsi, il est affirmé que « l'ensemble du processus démocratique est la propriété exclusive des citoyens », que « tous les Québécois, sans exception [...], sont les constituants de la société démocratique québécoise », que les « citoyens [...] sont les seuls et uniques propriétaires de l'État », et que l'autorité du gouvernement, de l'Assemblée nationale et des tribunaux « repose sur des mandats confiés par les citoyens, pour un temps limité, dans des conditions déterminées et sous le contrôle populaire permanent ». On peut noter au passage que ce « contrôle populaire permanent » des tribunaux disparaît aussi vite qu'il a été évoqué. Mais au-delà de cette incongruité, ces principes se prolongent dans le fonctionnement des partis politiques alors qu'est affirmé, impérativement, que les partis doivent assujettir « leurs objectifs et leur fonctionnement à la volonté des citoyens ». Cette assertion reste énigmatique, mais prend son sens dans une certaine « dépolitisation » des partis qui sera préconisée.

Ces diverses affirmations peuvent paraître assez banales, car elles semblent s'inspirer du sens commun, mais elles s'ouvrent sur un

imaginaire politique assez révélateur. C'est ce que l'on va regarder de près dans les paragraphes qui suivent.

On est là dans un monde imaginaire qui nous ramène aux doctrines ayant contribué à fonder la démocratie représentative et dans lesquelles, partant de Bodin à Hobbes, de Locke à Rousseau, jusqu'à Tocqueville, on a rationalisé la représentation politique et la puissance de l'État comme principes permettant l'expression populaire, la mise en place d'institutions publiques d'organisation de la société et l'exercice de l'autorité stabilisant un ordre social⁵. Selon les auteurs, il s'agit là d'une convention, d'un pacte ou d'un contrat social qui fonde l'existence d'une puissance collective non réductible à ses parties : les citoyens-individus.

La démarche de l'ADQ nous ramène quasiment à une perspective rousseauiste de l'aliénation de l'individu dans la démocratie représentative. C'est d'ailleurs comme si on inversait la relation en soulignant que les formes institutionnelles politiques sont tributaires du citoyen, qu'elles sont la créature de ce même citoyen. La notion utilisée pour imaginer ce propos est d'ailleurs assez révélatrice de la construction discursive de l'ADQ. Elle sollicite le sentiment de propriété, cher à la classe moyenne urbaine et à la population rurale. Hier, Maurice Duplessis, qui connaissait bien ses clientèles électorales, faisait aussi un appel insistant au sentiment de propriété dans sa propagande, mais pour des enjeux fort différents. En posant la relation « individu propriétaire de l'État », on renverse la relation du tout aux parties, ce qui conduit à déboucher sur l'évocation d'une démocratie directe. Encore que l'on verra que cette dernière est à peine esquissée et conduit à piocher dans des formules qui sont loin de l'idéal posé et d'une mise en cohérence des réformes proposées.

UNE DÉPOLITISATION DE LA SPHÈRE PUBLIQUE

Selon l'ADQ, la représentation est une trahison, car les élus et les gouvernements ont détourné le sens des institutions. Il faut donc brider les élus et subordonner les institutions à l'expression de volonté des individus. Ce discours est au cœur des dispositifs intellectuels du populisme de droite contemporain⁶. Or, cet individu, c'est l'individu nu, à peine

socialisé et pour lequel la notion de citoyen renvoie à une lecture étroite de la citoyenneté, soit à une reconnaissance de droits individuels et au statut d'électeur. La citoyenneté sociale, qui suppose la mise en place de services publics et une solidarité affirmée face aux risques sociaux, habillerait notre individu d'oripeaux qu'on ne sait lui reconnaître au sein de l'ADQ. L'individu est peut-être porteur de droits, mais de droits individuels, et non de formes collectives de reconnaissance de droits associés à l'État social (ou de providence). Cela n'est que simple logique avec les autres dimensions du programme de l'ADQ. Sur les formes politiques, on ne peut ignorer qu'il n'y a nulle mention des corps intermédiaires, des groupes de pression et autres formes organisationnelles qui constituent des interlocuteurs majeurs de l'appareil gouvernemental et des acteurs non négligeables dans le processus de décision politique. Les formes actuelles de la représentation des intérêts semblent être mises en touche. L'interaction de l'État avec la sphère publique n'a pas beaucoup d'épaisseur, car elle se dissout dans une multitude de relations à l'individu sujet (implicitement associé à un petit propriétaire isolé et en compétition avec ses vis-à-vis).

Dans la foulée, cela conduit à une dépolitisation de la sphère publique et des formes organisationnelles qui s'y activent, là aussi avec beaucoup de similitudes avec le populisme de droite. On suppose que l'Assemblée nationale doit avoir une composition sociologique qui concorde avec la population elle-même pour avoir quelque légitimité. C'est l'idée du reflet assez exact, de l'adéquation entre le « peuple » et « son assemblée ». Cela paraît historiquement assez illusoire, mais tend essentiellement à montrer que les pouvoirs publics ne devraient être que l'expression immédiate des « vœux d'une population » maîtrisant toutes ses options. Voilà pourquoi l'ADQ affirme que :

L'Assemblée nationale ne doit pas échapper aux citoyens, mais au contraire, leur ressembler étroitement dans la diversité de leurs cultures, dans l'horizon varié de leurs situations socioéconomiques, dans la richesse de leurs idées politiques.

À partir du moment où la population dans sa diversité se représente elle-même dans un fidèle condensé qu'est le microcosme de l'Assemblée

des parlementaires, il est désormais possible d'imaginer que les partis politiques perdent de leur importance et de leur sens. Il est postulé que les partis doivent sacrifier leurs idéologies, leurs intérêts et leurs pratiques qui les distinguent comme institutions stables poursuivant une finalité propre. Cette déduction intellectuelle explique sans doute que l'on utilise l'impératif dans le discours partisan de l'ADQ lorsque l'on prescrit une nouvelle éthique, devant s'appliquer à tous les partis et qui, à terme, pourrait correspondre à l'effacement, plus ou moins chimérique, de leur rôle. Le programme de l'ADQ stipule que :

La règle centrale est donc celle de la loyauté des élus envers les électeurs. La discipline de parti, pierre angulaire du contrôle des partis politiques sur les institutions politiques, doit disparaître au profit du devoir des élus d'être mandataires de leurs électeurs.

De la sorte, la question de la discipline du parti est un angle d'attaque qui vise finalement la mission des partis politiques ; c'est leur opportunité qui est mise en cause. Ce qui, par ailleurs, laisse songeur c'est l'usage de l'impératif quant à cette question. Si l'ADQ considère négativement la cohésion et la discipline de ses membres dans l'Assemblée législative et sur la scène politique, il ne lui reste qu'à appliquer ce principe, mais on voit mal par quel moyen on pourrait imposer cette pratique aux autres partis. Sur cette question, on voit poindre une vision autoritaire de réforme de la politique.

ÉLIRE SES REPRÉSENTANTS ET LES METTRE AU PAS

On en vient à un thème très riche du populisme de droite, à savoir sa vision de la démocratie plébiscitaire. De là, des mesures qui partent du postulat que le système de représentation dans nos institutions ne respecte pas la volonté populaire, dans la mesure où les élus détourneraient le processus d'autorisation du peuple à agir qui sous-tend ce système. Il en découle l'idée de mécanismes permettant de contourner la démocratie représentative ou de l'invalider.

Dans la mesure où le député doit être un juste « représentant de ses électeurs » à l'Assemblée nationale, l'ADQ veut mettre en place

une procédure de rappel des élus permettant, le cas échéant, de mettre prématurément un terme à leur mandat. Aucune règle n'est proposée, mais le principe, voulant qu'il y ait un droit de rappel des députés et que le mandat électoral puisse tourner court si le député a perdu la confiance des électeurs ou si les électeurs souhaitent le démettre de ses fonctions, est nettement établi. Dans le programme de l'Alliance canadienne, on abonde dans ce sens lorsqu'il est dit que le parti va soutenir « les initiatives de révocation permettant aux électeurs de soumettre une pétition pour que des élections complémentaires soient tenues dans leur circonscription⁷ ». Parallèlement, là encore d'une même voix, l'ADQ et l'Alliance proposent, avec des modalités qui peuvent être différentes, de donner la « possibilité aux citoyens de saisir directement l'électorat de questions d'intérêt public » par le biais de pétitions (l'Alliance dit vouloir « permettre aux citoyens d'ordonner des référendums exécutoires »). Ce procédé suggère que les gouvernements ou partis sont incapables de saisir les bonnes priorités et que c'est aux initiatives populaires d'établir les programmes politiques, ce qui laisse en ces matières une grande place aux manœuvres de groupes minoritaires. On voit là l'expression de l'idée, souvent reprise par les populistes, que le sens commun du monde « ordinaire » est par définition supérieur au consensus politique et culturel dominant.

Comme la plupart des tiers-partis sur un échiquier politique dominé par la dynamique bipolaire et à laquelle contribue le suffrage uninominal à un tour souvent présent dans les systèmes politiques de tradition britannique, l'ADQ propose l'introduction d'une variante de la représentation proportionnelle au mode de scrutin. Il s'agit d'un mode de scrutin mixte combinant le suffrage uninominal à un tour et la représentation proportionnelle. Les circonscriptions seraient ramenées à celles découpées pour les élections fédérales ; dans chacune, on élirait un député, pour un total de 75. Les 50 autres députés seraient élus proportionnellement au vote obtenu par les partis sur une base régionale. La proportionnelle viendrait réduire les écarts entre la proportion des votes obtenus par un parti et sa représentation à l'Assemblée nationale, en introduisant une « correction » établie par une répartition proportionnelle sur la base des voix obtenues par régions. Dans son principe même, ce mode de scrutin est par définition plus

équitable, il n'y a pas de doute là-dessus. Cette proposition n'est pas originale dans le débat politique au Québec. Il faut cependant souligner que ce mode de scrutin mixte est susceptible d'introduire des dimensions qui ne concordent pas nécessairement avec la cohérence du discours adéquiste.

On peut faire de nombreuses remarques à ce sujet. On va se limiter aux principales, en les survolant rapidement.

D'abord, on peut imaginer qu'avec la réduction du nombre de circonscriptions (de 125 à 75) qui élisent un député selon le mode actuel (uninominal à un tour), le ratio entre les électeurs et l'élu va augmenter, ce qui va à l'encontre du resserrement des liens entre la population et le député.

De plus, les députés élus selon la proportionnelle régionalisée ont un rapport avec une population et un territoire beaucoup plus vastes que celui de l'élu par circonscriptions, ce qui amplifie la précédente remarque.

Ensuite, pour une même région, les députés élus régionalement ne seront vraisemblablement pas issus du même parti. De fait, la répartition de ces députés devrait rendre compte de la répartition des votes entre les partis et, en même temps, agir pour redresser les déséquilibres (et le caractère inéquitable) engendrés par le résultat du vote par circonscription. Le mérite de la proportionnelle consiste, notamment, à accorder une meilleure représentation aux petites formations qui, tout en n'obtenant pas de majorité dans les circonscriptions, enregistrent une part importante du vote. Cela fait en sorte que des partis souvent (voire tout le temps) minoritaires dans les circonscriptions feront élire des députés dans les régions. Cela est conséquent avec les objectifs de la représentation proportionnelle, mais s'ajuste mal à d'autres propositions du programme de l'ADQ.

En effet, pourra-t-on reprocher aux députés de partis minoritaires d'être plus sensibles aux aspirations de la population qui leur a accordé leur suffrage, donc d'une minorité? Il apparaîtrait incongru — comme ce pourrait être le cas pour les députés élus par circonscriptions — de les démettre avant la fin du mandat parce qu'ils ne représentent pas la position majoritaire de l'électorat. Rappelons que la « procédure

de rappel des élus » rend possible de démettre avant la fin de leur mandat les députés qui n'auraient plus la confiance des électeurs. Si cette procédure ne s'applique pas aux députés élus à la proportionnelle dans les régions, doit-on conclure qu'il y aurait deux classes de députés, au moins sous cet angle ?

Enfin, la proportionnelle suppose la confection de listes de candidats à la députation par les différents partis politiques ; s'il est possible de faire élire, par exemple, cinq députés par région, les partis proposeront une liste de cinq noms (candidats) dans un ordre déterminé (en l'absence d'indications contraires, on peut supposer que ce serait cette modalité, qui est la plus courante, qui serait retenue), qui désigne l'ordre des candidats qui seront finalement élus. Il est bien connu que ces listes accroissent le pouvoir des dirigeants des partis politiques, car ce sont eux qui déterminent l'ordre des personnes qui seront déclarées élues. On sait aussi que ce mécanisme peut procurer une longévité politique artificielle à certains personnages politiques en raison de leurs bonnes positions sur la liste du parti.

Sur toutes ces questions, le programme de l'ADQ reste muet. Cela illustre une chose : la représentation proportionnelle découle d'une logique de la représentation tout autant que de l'équité ; or, c'est cette logique de la représentation qui est largement condamnée par l'ADQ, de même que dans le discours des mouvements populistes de droite. Il y a donc juxtaposition d'énoncés qui s'avèrent difficilement conciliables. On peut retenir que l'empilement de propositions se revendiquant de la démocratie peut être « cacophonique », comme c'est le cas ici. La représentation proportionnelle est certainement désirable comme amendement au mode de scrutin actuel, mais est-elle vraiment compatible avec les divers mécanismes de soumission du député à l'électeur prônés par l'ADQ ? La démonstration reste à faire. Parmi les sujets qui provoquent l'étonnement, on doit noter que s'il apparaît heureux que les élections législatives aient lieu généralement à date fixe et que cela ne soit plus le privilège du premier ministre, on comprend mal que le mandat prévu soit le plus long (cinq ans), selon nos usages, et non le plus court (quatre ans), en raison de la « suspicion » entretenue par l'ADQ à l'égard des élus.

UN POUVOIR LÉGISLATIF QUI REPREND SES DROITS

On entend, à l'ADQ, « réinventer » le pouvoir législatif. Cette préoccupation est aussi présente à l'Alliance canadienne avec l'idée de « rétablir la responsabilisation démocratique à la Chambre des communes ». À l'ADQ, on considère que le Parlement a été dessaisi de plusieurs de ses prérogatives et qu'il « faut revenir à l'application véritable de la séparation des pouvoirs et refaire de l'Assemblée nationale le siège du pouvoir législatif ». Cela signifie au moins trois choses : d'abord, « défendre librement les intérêts des électeurs au-dessus de ceux des partis », ensuite, « initier, étudier et adopter les lois », enfin, « contrôler pour le vrai l'administration publique en général et l'administration gouvernementale en particulier ».

Ces propositions sont chargées d'un retour au mythe fondateur de la division des pouvoirs au sein de l'État comme étant des pouvoirs aux délimitations étanches. L'Assemblée législative dans nos sociétés possède encore tous ces pouvoirs, mais la pratique, associée à la responsabilité gouvernementale, veut que, dans le cadre du parlementarisme, l'initiative appartienne au gouvernement, qui soit dit en passant recueille l'appui de la majorité des députés. En d'autres termes, le gouvernement représentatif a l'initiative de l'élaboration des projets de loi, de l'ordre du jour législatif et de l'adoption des règlements. Le rôle relativement passif du député à l'Assemblée a souvent été décrié, et à raison, il faut le reconnaître. Beaucoup reste à faire sur ce plan. Soulignons au passage que ce rôle a cependant été complété d'un rôle nettement amplifié dans les commissions parlementaires, qui procèdent tout autant à l'étude des projets de loi qu'à l'administration de la chose publique. Il reste que la vision de l'Assemblée législative, dans un régime parlementaire, vue comme lieu d'exercice de la souveraineté législative, reste largement un mythe.

Pour autant, l'Assemblée législative, comme institution, n'est pas caduque. C'est le lieu par excellence du débat public sur les initiatives ou le manque d'initiatives gouvernementales, qu'elles soient législatives ou administratives. Les commissions parlementaires viennent effectuer le travail du législateur et lui donner une forme plus actuelle. Certes, le travail du député peut être valorisé par toutes sortes de mécanismes.

Les mécanismes qui découleraient des propositions de l'ADQ sont, semble-t-il, inspirés par une vision flatteuse du présidentielisme à l'américaine. Implicitement, c'est ce que l'on peut dégager de l'image que nous propose l'ADQ; cela est certainement moins le résultat de l'adéquation entre le système américain et l'idéal populiste que l'expression d'un libéralisme politique pessimiste.

La première composante, c'est l'absence ou la faible discipline de parti, car une assemblée non prévisible, c'est une assemblée dans laquelle les alliances peuvent se faire et se recomposer selon les enjeux. Cela demande un système partisan particulier qui est davantage l'exception que la norme dans les démocraties occidentales. D'un autre côté, l'Assemblée jouant le rôle d'initiatrice des projets de loi, comme caractéristique majeure, relève d'un environnement institutionnel dans lequel la responsabilité gouvernementale à l'égard du Parlement n'est pas une donnée première. En ce sens, cela est davantage compatible avec le régime présidentiel, dans lequel le gouvernement n'est pas politiquement responsable devant le Parlement. On peut en dire tout autant pour la conception de l'ADQ voulant qu'il y ait une séparation nette entre l'exécutif (le gouvernement) et le législatif (l'Assemblée nationale). Le régime présidentiel à l'américaine devient implicitement un cadre de référence naturel. Cela s'impose davantage à la réflexion lorsque l'ADQ propose, outre la capacité de l'Assemblée législative d'instaurer des lois et de contrôler « pour le vrai » l'administration, l'élection du premier ministre au suffrage universel. Or, cette « présidentialisat[i]on » de notre système peut difficilement se faire si on désire l'insérer dans le régime parlementaire : la subversion douce du parlementarisme relève sans doute de la pensée magique. Avant tout, on doit s'interroger : le présidentielisme américain n'est sans doute pas l'idéal type de la démocratie représentative en soi et non plus telle que semble la souhaiter l'ADQ dans ses principes généraux.

Quelques remarques brèves à ce propos. Le régime présidentiel à l'américaine présente diverses qualités, mais il ne faut pas y voir des vertus que le régime ne saurait avoir. La plus grande autonomie du pouvoir législatif a pour corollaire un exécutif non soumis à la responsabilité ministérielle et doté d'imposantes capacités d'initiative. On peut aussi, sur le moyen terme, s'interroger sur l'usage des initiatives

législatives du Congrès aux États-Unis. Plusieurs considèrent que ces initiatives relèvent davantage d'une capacité de blocage ou d'amendement que d'une réelle contribution positive au menu législatif. D'ailleurs, le pouvoir présidentiel dispose d'un veto qui vient affirmer son autorité ultime dans le régime. La destitution du président ne peut se faire que pour un motif d'infraction pénale. On a là un modèle qui favorise davantage les blocages que les innovations dans les politiques. Ces institutions, charpentées sur les principes de pouvoir et contre-pouvoir, répond, à l'origine et de façon endémique, à une vue défensive de la démocratie, à un libéralisme politique pessimiste qui se « fonde sur une lecture ahistorique et inquiète du social⁸ ».

C'est sans doute cette vision des choses qui motive l'ADQ quand le parti déclare vouloir appliquer la règle des deux tiers des voix à l'Assemblée nationale pour utiliser la clause dérogatoire de la Charte des droits et libertés de la personne et pour tout amendement à cette Charte, à la Loi électorale ou à la Loi sur la consultation populaire. Un simple regard historique permet de conclure que cette exigence diminue radicalement la possibilité que ces dispositifs soient utilisés.

D'un autre côté, l'élection au suffrage universel du premier ministre est susceptible de changer très peu de choses dans le cadre du régime parlementaire de tradition britannique que nous pratiquons. Contentons-nous d'évoquer quelques situations. Si le premier ministre élu est le chef du parti politique majoritaire à l'Assemblée nationale, ce changement reste symbolique. Par contre, si son parti n'est pas majoritaire, le premier ministre doit diriger un gouvernement composé, en tout ou en partie, de membres d'un autre parti que le sien, ce qui n'est pas un facteur d'accroissement de son autorité politique. On peut envisager diverses autres situations en introduisant le multipartisme, mais on n'a pas là un gage de stabilité et d'autorité plus grandes qu'à l'heure actuelle. Par exemple, on a vu en Israël, où l'élection universelle du premier ministre est pratiquée depuis peu, qu'Ariel Sharon a dû déclencher des élections générales lorsque son gouvernement a été mis en minorité par l'Assemblée des députés à l'automne 2002.

DOMESTIQUER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La prise en main populiste de l'État se poursuit également au sein de l'administration publique. L'ADQ postule que la haute administration publique est sous la protection fermée du pouvoir exécutif. Là encore, le sentiment de propriété est le plus fort. Le programme de l'ADQ énonce que « chaque citoyen est propriétaire de l'administration publique ». Nous n'y reviendrons pas, le dispositif discursif ayant déjà fait l'objet de remarques.

Or, compte tenu du fait que le pouvoir légitime est à l'Assemblée nationale, on cherche à faire en sorte que la haute administration dépende de l'Assemblée nationale et que les principaux organismes « chiens de garde » de l'administration soient dotés de pouvoirs plus étendus et qu'ils puissent contrôler la réalisation de leurs recommandations. En cette matière, on utilise un vocabulaire assez tranchant lorsqu'on dit qu'il est « urgent » de « casser » l'existence d'une haute administration sous le contrôle du gouvernement. D'où l'idée d'une imputabilité qui soit renforcée en soumettant la « nomination des sous-ministres et des présidents de société d'État à l'approbation de l'Assemblée nationale ». Dans les propositions formelles, on ajoute que « le processus de nomination des dirigeants d'organisme [soit révisé] pour que cela se fasse désormais uniquement selon la compétence et non en fonction d'intérêts partisans », ce qui élargit la cible et suppose que les principes de la méritocratie sont absents de notre administration. Bien que l'on puisse faire de sérieuses critiques du fonctionnement de l'administration publique, l'essentiel des affirmations de l'ADQ consiste à entretenir un profond sentiment d'aliénation qui appelle quelques dispositifs, assez flous, mais magiques, visant à mettre au pas le service public et surtout à lui contester sa légitimité. Dans cette veine, il est question d'adopter une « Charte des citoyens » dans le but de « confirmer les citoyens comme [...] seule raison d'être de notre administration publique » ; cette Charte devrait aussi permettre aux citoyens de connaître et d'exercer leurs droits et responsabilités.

QU'EN DIRE ?

Ce chapitre du programme politique de l'ADQ est relativement court, mais il n'en est pas moins important stratégiquement pour modeler son discours et entretenir ses appuis politiques au sein de la population. Le niveau d'appui dans les sondages, qui a atteint 40 % en août 2002, fait en sorte que l'on ne peut lier son audience qu'à une ou deux grandes catégories sociales. Même s'il ressort que l'électeur type puisse être un francophone de classe moyenne, âgé de 25 à 44 ans, habitant en banlieue et père d'une jeune famille⁹, l'appui électoral traverse l'ensemble du corps électoral. Le discours qui transcende ces différences s'alimente largement du désir d'un profond changement dans la manière de « faire de la politique ». Ce désir n'est pas surfait, il s'appuie sur la grande lassitude, voire le désabusement, que les populations éprouvent à l'égard de la chose publique et de leurs institutions. Ce sentiment, on le sait, est diffus et présent dans la plupart des sociétés occidentales; c'est le terreau qui nourrit l'éclosion et l'épanouissement du populisme de droite en Europe, par exemple.

Lorsqu'on suit le discours adéquiste, on ne peut que constater qu'il ne s'agit pas d'un phénomène étroitement québécois; il se situe clairement dans le sillage de ce mouvement politique et souscrit au renouvellement du style et des moyens qui sont apparus pour donner une nouvelle vogue au populisme de droite. Le renouvellement du politique peut séduire d'abord parce qu'il traite d'une question pour laquelle un malaise profond existe, mais aussi parce qu'il puise dans un imaginaire relevant de la démocratie directe. L'exploitation de ces thèmes emprunte pour l'essentiel à une démarche de droite nourrie par une vision utopiste de démocratie directe. La grande parenté des programmes de l'ADQ et de l'Alliance canadienne peut étonner, mais cela ne fait que traduire une inspiration commune qui dépasse le seul environnement politique canadien.

On sait que la cohérence n'est pas la première qualité du discours partisan. Ce n'est pas une condition d'efficacité comme vecteur destiné à convaincre les populations. Il suffit que s'impose l'idée de « faire de la politique autrement » pour donner à des propositions souvent discontinues une certaine vraisemblance. C'est particulièrement le

cas pour ce volet institutionnel du discours adéquiste ; on ne se prive pas de lieux communs racoleurs. Ce constat ne se limite pas à ce seul volet, loin de là. Nous sommes en présence d'une belle illustration du fait que, dans le discours partisan, un stock d'idées limité puisse permettre de formuler plusieurs propositions qui se veulent autant de réponses à un ensemble de problèmes sociaux définis tout autant dans leur gravité et dans leur simplicité. La jeunesse du parti, son rôle d'outsider qui jusqu'à récemment ne le prédestinait pas à être un parti « de gouvernement » et sa prétention de se dispenser d'argumenter ses solutions parce qu'il les veut pour des évidences sont autant de dimensions qui accroissent l'impression de pensée magique n'ayant pas à se mesurer à une évaluation serrée.

Il serait particulièrement navrant, au Québec, au Canada et ailleurs, de laisser au populisme de droite le champ libre au sujet du renouvellement des formes institutionnelles de la politique et des pratiques démocratiques. L'exploitation de la perte de légitimité des formes de la démocratie représentative auprès de la population joue un rôle stratégique majeur dans la démarche populiste, car elle permet d'exacerber le sentiment d'aliénation de la population tout en mettant en relief les attraits rassembleurs d'une démocratie directe. Il n'en reste pas moins que cette thématique doit pouvoir s'imposer dans une réflexion progressiste misant sur l'accroissement non seulement des droits réels du citoyen, mais aussi des gains collectifs — encore imparfaits et trop souvent remis en cause — allant dans le sens d'une démocratie sociale.

-
- 1 L'auteur remercie Françoise Montambeault pour la qualité de son travail à titre d'assistante de recherche.
 - 2 Hans Georg Betz, « The two faces of radical right wing populism in Western Europe », *The Review of Politics*, automne 1993, p. 663-685.
 - 3 Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000 ; Guy Hermet, *La Trahison démocratique. Populistes, républicains et démocrates*, Paris, Flammarion, 1998.
 - 4 Données provenant du sondage fait dans le cadre de la recherche « Élection canadienne 2000 ».
 - 5 Jean-Marc Poutine, *Les Grands Penseurs du monde occidental*, Montréal, Fides, 1997.

-
- 6 Yves Mény et Yves Surel, *op. cit.*, p. 73 et s.
 - 7 Alliance canadienne, *Énoncé de politiques*, avril 2002, p. 17. Sur le populisme canadien, voir aussi : Trevor Harrison, *Of Passionate Intensity : Right-wing Populism and the Reform Party of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1995; Cheldly Belkhondja, « La dimension populiste de l'émergence et du succès électoral du parti Confederation Of Regions au Nouveau-Brunswick », *Revue canadienne de science politique*, vol. 32, n° 2, 1999, p. 293-315.
 - 8 André-J. Bélanger, « La démocratie libérale comme règle du jeu », dans Gérard Boismenu, Pierre Hamel et Georges Labica, dir., *Les Formes modernes de la démocratie*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 26.
 - 9 « Profil de l'adéquiste », *La Montée de l'ADQ*, Société Radio-Canada. En ligne. URL : <http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/adq/04.html>. Consulté le 7 novembre 2002.